



Devenir saint Le processus de fabrication des saints reste un pilier de la religion catholique. Deux papes défunts, Jean XXIII et Jean Paul II, seront ainsi canonisés le 27 avril. **PAGE 7**



De plus en plus humains Les robots humanoïdes de la série *Real Humans* reviennent le 15 mai, sur Arte. Une métaphore politique, explique le scénariste Lars Lundström. **PAGE 3**



Expulsion systémique Quel rapport entre un chômeur radié, un lac pollué et les mal-logés ? Tous sont victimes d'« expulsion », affirme la sociologue de Harvard Saskia Sassen. **PAGE 6**

Des œuvres deux fois volées

Soixante-dix ans après la spoliation des familles juives par les nazis, les œuvres pillées n'ont pas encore toutes été restituées. En France, les musées qui les ont récupérées commencent tout juste à sortir d'une bien étrange léthargie



Dans les réserves du Musée du Louvre.
RAPHAEL GAILLARDE/GAMMA

philippe dagen

Une lenteur « *inacceptable et incompréhensible* » : c'est sur ces mots que s'achève la chronique qu'Isabelle Attard consacre sur son blog à *Monuments Men*, le film de George Clooney portant sur le pillage de l'Europe par les nazis durant la seconde guerre mondiale. « *Au rythme actuel des restitutions, explique-t-elle, il faudra plus de deux cents ans pour réparer les injustices qui durent depuis 1945.* » La restitution des œuvres d'art aux héritiers de ceux qui furent alors spoliés parce qu'ils étaient juifs est l'un des champs d'action d'Isabelle Attard. Cette députée apparentée écologiste du Calvados connaît d'autant mieux le monde des musées qu'elle a dirigé celui de la Tapisserie à Bayeux, puis celui du Débarquement à Utah Beach.

Le 5 novembre 2013, la commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale lui a confié la direction d'une mission d'information « *sur la gestion des réserves et dépôts des musées* ». Elle doit s'interroger sur « *la provenance des œuvres déposées dans les réserves ou acquises par les musées, notamment lorsque cette provenance est douteuse ou lorsqu'il s'agit d'œuvres qualifiées de "Musées nationaux récupération"* ». Et contribuer, peut-être, à enrayer l'incroyable inertie des institutions françaises dans le processus de restitution. « *Malheureusement, observe Isabelle Attard, le film s'arrête en 1945. Il ne mentionne pas la suite de l'histoire des œuvres d'art. La plupart ont été restituées à leurs propriétaires ou à leurs familles. Mais un grand nombre a été conservé par l'Etat français, dans les réserves des musées. Aujourd'hui, plus de 2 000 œuvres d'art sont encore en attente de restitution, quasiment toutes au Musée du Louvre.* »

Un mot revient dès que l'on aborde le sujet : provenance. Car, pour restituer une œuvre aux héritiers des propriétaires, il faut en établir de façon irréfutable la provenance. Avant même *Monuments Men*, l'affaire Gurlitt a placé cette question au centre de l'actualité internationale. En février 2012, des fonctionnaires des douanes allemandes découvrent par hasard, dans l'appartement d'un octogénaire munichois, Cornelius Gurlitt, 1406 œuvres sur toile et sur papier, aux signatures illustres pour certaines – Degas, Picasso, Chagall, Matisse, Dix. Le 10 février, dans une maison lui appartenant à Salzbourg, ils en trouvent d'autres, dont des Monet, Renoir et Picasso. D'abord tenu secret par les autorités judiciaires, le « trésor » de Cornelius Gurlitt est révélé le 3 novembre 2013 par le magazine allemand *Focus*.

Le nom de Gurlitt est familier aux historiens : Hildebrand Gurlitt (1895-1956), père de Cornelius, était, en 1938, l'un des quatre marchands installés au château de Schönhausen, près de Berlin, pour

y vendre les œuvres prises dans les collections allemandes sous prétexte qu'elles relevaient d'un « art dégénéré ». En 1943, le voici à Paris, chargé d'alimenter les collections du Führermuseum qui doit s'élever à Linz. Il trafique alors avec les employés de l'Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR) établis au Jeu de paume, qui amassent et inventorient les butins pris dans les collections dont les propriétaires sont considérés comme juifs – chez Alphonse Kann, à Saint-Germain-en-Laye, ou dans le coffre du galeriste Paul Rosenberg, à Li-bourne.

Nombre des œuvres retrouvées à Munich et Salzbourg en 2012-2014 proviennent ainsi des pillages commis en Allemagne à partir de 1933, en France à partir de 1940. Hildebrand Gurlitt les a conservées après la défaite du III^e Reich et transmise à son fils. Une commission de juristes et d'historiens a désormais pour mission de reconstituer la trajectoire des œuvres, puis d'identifier les ayants droit des propriétaires spoliés, qui ont disparu dans les camps d'extermination ou se sont exilés. Pour le seul appartement de Munich, 458 œuvres auraient de telles origines. Presque soixante-dix ans après la fin de la seconde guerre mondiale, établir à qui elles appartenaient est une tâche d'une redoutable difficulté.

« Partout, des études de provenance ont été faites, sauf en France »

jean-pierre bady
membre de la Commission d'indemnisation des victimes de spoliations

La même question revient donc sans cesse, celle des provenances. Avec une différence : en Allemagne, des spécialistes les cherchent. En France, pendant des décennies, rien de tel n'a été accompli. « *Ce doit être une exception française. Partout ailleurs, des études de provenance ont été faites* », affirme Jean-Pierre Bady, conseiller maître à la Cour des comptes et membre très actif de la Commission d'indemnisation des victimes de spoliations (CIVS), créée en 1999. Si l'histoire des spoliations nazies est connue avec un degré de précision de plus en plus fin, celle des restitutions est donc loin d'être achevée.

L'épisode des spoliations se divise en deux phases. L'une débute dès l'accession d'Hitler à la chancellerie. Au nom de la pureté de la race et de la lutte contre le « judéo-bolchévisme » et la « décadence », les musées sont vidés de toute création moderne, que son auteur soit allemand ou non.

lire la suite pages 4-5



TEL +33 1 70 48 92 92

Un orchestre de trop ?

Conçues pour être complémentaires, les deux formations de Radio France sont vite entrées en concurrence. Dans un contexte budgétaire difficile, la question de la fusion est soulevée



L'Orchestre national de France, lors des 50 ans de la Maison de la radio.

marie-aude roux

Le 14 novembre 2014, Radio France aura, pour la première fois de son histoire, un auditorium capable d'accueillir pleinement ses deux phalanges symphoniques, l'Orchestre national de France et l'Orchestre philharmonique de Radio France. Construite pour un coût déclaré de 33 millions d'euros, cette salle de 1461 places, assortie du mythique Studio 104, rouvert après sa réhabilitation, devrait changer assez radicalement la donne : le « National » est aujourd'hui cantonné en sa résidence historique du Théâtre des Champs-Élysées, tandis que le « Philhar » se partage entre la Salle Pleyel et le Théâtre du Châtelet.

Cette perspective, plutôt bien accueillie par les musiciens, n'est cependant pas sans susciter des inquiétudes. Dans un budget de la culture de plus en plus contraint, le rapprochement pourrait en effet poser la question d'une éventuelle fusion des deux orchestres. Un orchestre de trop à Radio France ? L'hypothèse, pour être quasiment taboue en interne, a été périodiquement envisagée. Les deux formations, qui comptent respectivement 120 musiciens pour le « National » et 141 pour le « Philhar », affichent officiellement en 2013 un taux de fréquentation du public de 77 %. Leur budget s'élève, chœur et maîtrise compris, à environ 8,5 % des 660,3 millions d'euros du budget de fonctionnement adopté en conseil d'administration par Radio France pour 2014. Les deux orchestres ne font certes pas partie du cercle fermé des vingt meilleurs mondiaux. Ils tirent néanmoins leur épingle du jeu sur l'échiquier international.

Les deux phalanges ont souvent donné l'impression de se battre avec les mêmes armes sur les mêmes territoires

Reste que le climat en Europe est à l'austérité, voire à la restriction. Il y a vingt ans déjà que la Radiotélévision publique italienne (RAI) a regroupé ses quatre orchestres de Turin, Milan, Rome et Naples en un seul, basé à Turin. L'Allemagne, « pays de la musique », a aussi procédé à la fusion de quelques-uns de ses orchestres de radio. En 2007, la Deutsche Radio Philharmonie (DRP) a réuni l'Orchestre symphonique de la Radio sarroise (SR) et l'Orchestre radiophonique de Kaiserslautern (SWR). S'il suscite toujours des protestations, le mariage forcé de l'Orchestre symphonique du SWR de Baden-Baden et Fribourg avec celui de Stuttgart est maintenu pour 2016 – la perspective

d'une économie de 5 millions d'euros pousse les Länder de Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat à faire la sourde oreille. Quant aux phalanges de la BBC, respectivement sises à Londres, Manchester, Cardiff et Glasgow, elles pourraient ne devoir leur survie qu'au fait d'être équitablement réparties sur le territoire britannique.

Les inquiétudes sont bien présentes, ainsi que l'a prouvé le préavis de grève déposé le 14 février par les syndicats CGT et SUD, alertés par un recrutement jugé insuffisant en regard des postes vacants – quelque 10 % des effectifs. « Dans une logique comptable et technocrate, il est toujours possible que le non-renouvellement des postes, adossé à une pyramide des âges croissante, dérive doucement vers une fusion des orchestres », constate le comiste Jean-Paul Quennesson, délégué syndical SUD et membre de la représentation permanente au National. L'analyse laisse dubitatif le jeune clarinettiste solo du « National », Patrick Messina : « C'est une épée de Damoclès brandie au-dessus de nos têtes depuis plus de trente ans, et le moment serait plutôt mal choisi : le projet autour du nouvel auditorium va en effet requérir toutes les forces musicales de la maison. » Une opinion que semble partager la directrice générale déléguée de Radio France, Catherine Sueur, qui souligne : « C'est un moment intéressant de la vie musicale à Radio France, qui devrait offrir aux orchestres de nouveaux développements. »

Les partisans de la fusion ont cependant un argument de poids. Depuis le début des années 1990, les deux phalanges ont souvent donné l'impression de se battre avec les mêmes armes sur les mêmes territoires. Le comble ? Des programmes en doublon, comme, en 2007, cette Neuvième symphonie de Dvořák, successivement interprétée par Kurt Masur au pupitre du « National » et Chung Myung-whun à la tête du « Philhar ». Problème d'ego, manque de concertation : de cette « guerre des chefs », que la direction de la musique s'est révélée impuissante à endiguer, a découlé le délitement progressif des identités singulières de chacun des orchestres.

Fondé en 1934, le « National » est d'emblée considéré comme un orchestre de prestige, ambassadeur de la culture française. De son côté, le Nouvel Orchestre philharmonique, né quarante ans plus tard du rassemblement de plusieurs formations après l'éclatement de l'ORTF en 1975, a pour vocation d'être un ensemble à géométrie variable, dévolu notamment aux œuvres à petits effectifs et à la création contemporaine. Les deux sont donc a priori complémentaires. Une logique que l'histoire des orchestres va peu à peu contredire, au gré d'évolutions contraires : alors que le « National » perd en vitesse, on assiste à une montée en puissance du « Philhar ». Le premier a troqué son glorieux monopole de quarante ans (jusqu'au départ de son chef Jean Martinon, en 1974) pour entrer dans une période moins prestigieuse, en dépit de grands chefs invités comme Leonard Bernstein ou Sergiu Celibidache.

La crise de confiance ne sera pas enrayerée par la nomination de Lorin Maazel en 1987, ni

sur le web
Pour consulter les programmes des orchestres :
sites.radiofrance.fr/chaine
s/formations/philharmonique/accueil
et
sites.radiofrance.fr/chaine
s/formations/national/accueil

par la décennie Charles Dutoit (de 1991 à 2001). Dans le même temps, le Nouvel Orchestre philharmonique a peaufiné sa métamorphose sous la direction du *Kapellmeister* Marek Janowski. De 1984 à 2000, la jeune phalange décomplexée marche allègrement sur les brisées du « National » – le grand répertoire classique et romantique. La riposte (inachevée) de l'aîné aura lieu à l'aube des années 2000, sous le mandat de Kurt Masur, autre *Kapellmeister* à l'ancienne, avant Daniele Gatti, en poste depuis 2008. « *Le National est dans une forme superbe, plaide aujourd'hui le percussionniste Florent Jodelet. Mais il pâtit de ne pas avoir de salle. Sans une acoustique appropriée, on perd les qualités du son d'un orchestre. Le retour, ou plus exactement notre arrivée à Radio France, est donc une chance.* »

Tous veulent le croire, fatigués qu'ils sont aussi de courir les salles de répétition, dont certaines en commun, aux quatre coins de Paris : les Ateliers Berthier (Paris 17^e), le Centquatre-Paris (Paris 19^e), l'Opéra Bastille (Paris 12^e), la Salle Colonne (Paris 13^e). Pour autant, la future cohabitation relève d'ores et déjà de la diplomatie. Le maestro Gatti n'a-t-il pas fait valoir la priorité du « National » à disposer du nouvel auditorium ? Quant à savoir qui, de lui ou du maestro Chung Myung-whun, en assurera l'ouverture, mystère ! « *Il règne quand même une odeur de poudre autour de la question de la légitimité de tant de musiciens au même endroit* », reconnaît Jean-Paul Quennesson, qui pointe la période à haut risque où les deux directeurs musicaux seront là en même temps. Néanmoins, chacun est conscient de l'importance des enjeux futurs. « *La raison finira par l'emporter, prophétise M. Quennesson, car le retour à Radio France ravive le sentiment d'appartenir à une même entité. Et puis nous avons tous une nouvelle page de notre histoire à écrire.* »

Si l'éventualité d'un rétropédalage est unanimement écartée en ce qui concerne le « Philhar », beaucoup préconisent que le « National » renoue avec la musique française, qui est dans son ADN. « *Cette redéfinition des identités des orchestres va demander un sérieux travail de marketing, remarque le trompettiste Jean-Pierre Odasso, membre de la représentation permanente du « Philhar ».* On espère que cela passera par la fin de la sacro-sainte dictature des affiches et plaquettes de programmes communes ! »

Dans le mastodonte de l'avenue du Président-Kennedy, les regards des musiciens sont désormais tournés vers Mathieu Gallet, qui succédera à Jean-Luc Hees le 12 mai. « *C'est le premier président mélomane depuis Roland Faure* », se réjouit Jean-Pierre Odasso. Une partie du projet est déjà connue, depuis que M. Gallet s'est présenté devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui l'a nommé, le 27 février. Outre la négociation d'un nouvel accord d'entreprise, le prochain patron de Radio France souhaite une clarification des missions des orchestres, l'instauration d'un nouveau mode de gouvernance incluant l'administration et l'artistique, ainsi que la mise en place d'une coordination entre les formations musicales et les antennes radiophoniques. ■

vu du japon

La France privée de pensée nipponne

On ne traduit quasiment pas de livres de sciences humaines du japonais vers le français. Pourquoi ?

philippe pons

Tokyo, correspondant

La mondialisation met en rapport des régions et des civilisations qui s'ignoraient, mais elle ne se traduit pas forcément par une meilleure altérité. Un colloque à la Maison franco-japonaise à Tokyo, qui s'est tenu les 19 et 20 avril, sur le thème « Traductions France-Japon : histoire, actualité, perspectives », en a été une illustration. Le japonais est la deuxième langue la plus traduite en France après l'anglais. Sur les 300 titres publiés chaque année, 90 % sont des mangas, une trentaine de la littérature, un ou deux seulement des sciences humaines. La réciproque n'est pas vraie : en littérature comme en sciences humaines, les Japonais traduisent tous les ans beaucoup de livres français – des œuvres de grands noms comme des ouvrages de vulgarisation. Sur les quelque 4 000 titres de la collection « Que sais-je ? », un quart ont ainsi été traduits.

Sans doute peut-on faire valoir que la traduction a été un instrument de la modernisation du Japon, avant même l'ouverture à l'étranger au milieu du XIX^e siècle ; qu'elle est valorisée dans le cursus universitaire ; qu'il existe une tradition des éditions universitaires ; et que le Japon fait peu d'efforts pour exporter ses sciences humaines, contrairement à sa littérature. La quasi-absence de traduction d'ouvrages nippons de ce domaine tient aussi au fait que le monde intellectuel français, hormis les spécialistes, semble ne pas éprouver le besoin de savoir ce que pensent les Japonais.

Enrichir le savoir

Se frotter à une pensée étrangère serait pourtant un moyen d'enrichir le savoir, de percevoir dans quel arbitraire culturel on se trouve, mais aussi d'explorer un processus intellectuel à certains égards différent. Le Japon pourrait ainsi encourager un décentrage des problématiques, sinon de nouvelles théorisations enrichies de l'exemple d'une modernité construite en adaptant des idées et techniques occidentales tout en conservant un héritage. Un cheminement qui ne s'est pas opéré sans produire de la pensée. « *Les Japonais sont les rois de l'imaginaire, mais ils excellent aussi dans l'exercice de la raison* », estime Emmanuel Lozerand, codirecteur de la collection « Japon » aux Belles Lettres, qui publie depuis une dizaine d'années de la grande littérature et des textes de réflexion.

Morts pour l'empereur, de Takahashi Tet-suya, sur le sanctuaire Yasukuni (au centre des controverses entre la Chine et la Corée) et *Japon colonial 1880-1930, les voix de la dissension*, qui vient de paraître, sont ainsi deux textes éclairants sur le présent à l'heure des tensions entre le Japon et ses voisins sur l'interprétation de l'histoire. La collection « Réseau Asie » des éditions du CNRS a, pour sa part, publié la première traduction en français d'un ouvrage de l'historien Katsumata Shizuo : *Ikkai. Coalitions, ligues et révoltes dans le Japon d'autrefois*. « *L'historiographie japonaise est aussi riche qu'ignorée à l'étranger. Elle va des polémiques sur la responsabilité de la guerre, dès les années 1950, au travail de l'historien Yoshiaki Yoshimi qui, au début des années 1990, a révélé et documenté le cas des "femmes de réconfort"* », souligne Pierre-François Souyri, spécialiste de l'histoire nipponne.

Un champ nouveau destiné à un public élargi s'est ouvert après le 11 mars 2011. Pour la première fois, des écrivains, des journalistes et des victimes japonaises se sont exprimés sur le tsunami et l'accident nucléaire de Fukushima. Dans *L'Archipel des séismes*, publié en février 2012, des romanciers, des poètes, des essayistes et des artistes japonais revenaient ainsi longuement sur la catastrophe. Demain peut-être s'intéressera-t-on à leur regard sur le reste du monde. ■



Terriblement humains

Les robots humanoïdes de « Real Humans » sont de retour le 15 mai sur Arte. Une nouvelle série de science-fiction ? Plutôt une métaphore des tensions qui habitent les sociétés européennes, affirme son créateur, Lars Lundström

daniel psenny

Les revoilà ! Après une première saison diffusée en 2013 sur Arte (1,3 million de téléspectateurs), les « hubots » (*Human Robots*) de la série suédoise *Real Humans* reviennent à partir du 15 mai sur la chaîne franco-allemande avec dix nouveaux épisodes. Une deuxième saison beaucoup plus complexe que la première : le scénariste Lars Lundström est resté dans le cadre très politique de la série, mais il a laissé courir son imagination. Tel un entomologiste, il continue à observer à la loupe les comportements humains et montre, par petites touches, que la social-démocratie suédoise n'est pas exactement le modèle que l'on vante un peu partout.

Pour ce nouvel opus, nous sommes toujours dans une petite ville suédoise qui pourrait ressembler à n'importe quelle ville européenne. Humains et robots y cohabitent, les premiers exploitant au mieux les seconds. Nouveau prolétariat rechargeable et programmable avec une clé USB, les hubots, achetés dans les magasins, continuent à soulager les humains des travaux les plus pénibles. Ils s'occupent aussi des personnes âgées, ce qui permet aux services sociaux de faire de sacrées économies. Et, si les hubots ont une défaillance ou se cassent, on les change ou on les répare.

Malgré un virus informatique qui les trans-

« A travers la philosophie scientifique pointe l'idée que l'homme est peut-être une machine biologique »

serge lehman
écrivain et scénariste de science-fiction

forme en machines dangereuses et incontrôlables, les hubots sont de mieux en mieux intégrés dans la société. La différence entre humains et hubots est de plus en plus floue. Au point que certains robots humanoïdes, qui sont en quête d'un code leur permettant de se libérer de leur condition de machine, envisagent un avenir sans domination humaine : ils commencent à revendiquer une égalité de droits avec les humains. L'émancipation des hubots sera l'œuvre des hubots eux-mêmes, aurait pu écrire un Karl Marx des temps modernes...

Cette demande de « vivre ensemble » politi-

que grippe une société suédoise bien huilée en mettant au centre des préoccupations la place des minorités, la discrimination, le rapport au travail, la différence de classe, l'égalité entre les hommes et les femmes, ou encore la liberté sexuelle. La résistance des humains, qui sont guidés par la peur, s'organise alors à travers une société secrète les « Real Humans », dont le but est d'anéantir les hubots.

« Je n'ai jamais vraiment pensé Real Humans comme une série de science-fiction, mais plutôt comme une série dramatique, avec des éléments de science-fiction à l'intérieur », explique Lars Lundström, qui est venu à Paris, début avril, pour présenter la deuxième saison. *J'ai mélangé le drame, la comédie et le thriller policier, qui permettent d'évoquer sous forme de métaphores les problèmes sociaux que toutes les sociétés européennes traversent actuellement. Mais si l'on considère que c'est une série de science-fiction, cela ne me dérange pas.* »

Tournée avec un petit budget au regard des séries américaines, *Real Humans* ne joue pas avec les effets spéciaux. Pas de paysages futuristes, ni de batailles au laser avec des coupes spatiales venues d'autres planètes : ce sont les comédiens jouant les robots humanoïdes qui ont absorbé une grande partie du budget en raison des nombreuses heures de travail nécessaires au maquillage de leur peau, de leurs yeux et de leurs cheveux – il obéissait à des règles très strictes afin que le spectateur puisse faire, à l'écran, la différence avec les humains.

Il a fallu aussi que les comédiens interprétant les robots humanoïdes adaptent leur jeu : lors des premières prises, leurs mouvements étaient trop saccadés. Un mime a été engagé pour leur apprendre à être « plus fluides » en se tenant droit. Il leur a également appris à se débarrasser des gestes naturels des humains, comme plisser des yeux ou se gratter la peau... « *Au début, les acteurs agissaient comme des robots, et c'était vraiment très ennuyeux*, racontait Lars Lundström dans *Télérama*, au début de la diffusion de la saison 1, en France. *Ils jouaient comme de mauvais acteurs, car on voyait tout de suite ce qu'ils essayaient de faire.* »

Le travail des maquilleurs ajouté à celui du chef opérateur sur la lumière font baigner la série dans un univers souvent irréel. « *La photographie saisissante, laiteuse, en tons pastel et en surexpositions, est d'une douceur trompeuse : c'est une photographie de conte, d'histoire à faire peur* », pointait en 2013, sur son blog « La République des séries », le journaliste Nils Ahl, auteur avec Benjamin Fau d'un *Dictionnaire des séries télévisées* (édition Philippe Rey, 2011).

Bien qu'il affirme ne pas être un spécialiste de science-fiction, le créateur de *Real Humans* s'est en partie inspiré des trois « lois »



Extrait de la série suédoise « Real Humans ».

Ci-contre, lors du tournage de la deuxième saison, en 2013.

JOHAN PAULIN

éditées par l'écrivain américain Isaac Asimov (1920-1992) : « *Un robot ne peut porter atteinte à un être humain* », il « *doit obéir aux ordres donnés par les êtres humains, sauf si de tels ordres sont en contradiction avec la première loi* » et « *il doit protéger son existence dans la mesure où cette protection n'entre pas en contradiction avec la première ou la deuxième loi*. » « *Ce sont des lois tout à fait pertinentes, mais je ne les ai pas suivies à la lettre*, nuance Lars Lundström. *J'ai introduit plusieurs failles dans le système et fait sauter les blocages.* »

Libéré des dogmes de la science-fiction, l'auteur prend alors un malin plaisir à maltraiter le système en s'enfonçant davantage dans l'univers du fantastique. Petit à petit, le robot échappe à son créateur et, au-delà des péripéties narratives, le scénariste entame une réflexion sur l'être humain. « *A travers la philosophie scientifique, pointe l'idée que l'homme est peut-être une machine biologique*, explique Serge Lehman, écrivain et scénariste de science-fiction et amateur de la série. *Peut-on avoir de la compassion pour une machine ? A-t-elle les mêmes droits qu'un être humain ? Autant de questions qui peuvent susciter des inquiétudes.* »

Des inquiétudes que Lars Lundström distille au gré de son récit. Avec, en creux, la question de la place de l'homme. « *L'humanité, la vraie, est irrécupérable. Elle est agressive, meurtrière, paradoxale, injuste, assujettie à ses pulsions et à ses passions*, analyse Nils Ahl. *Quand des hubots s'émancipent, c'est justement en cultivant les mauvais penchants de l'homme, ses bassesses, ses raccourcis et ses mensonges.* » « *Cette espèce de huis clos géant conduit assez rapidement et très sûre-*

ment à une confusion des genres, note de son côté Pierre Serisier sur son « Blog des séries ». *Les hubots ressemblent de plus en plus à des êtres humains, au point de pouvoir éprouver des sentiments (bons ou mauvais) et accomplir des tâches pour lesquelles il était impossible de les programmer. Conséquence : les relations entre hommes et machines deviennent de plus en plus complexes et subtiles. Elles versent dans l'affect, l'empathie ou la haine, et cette expression des sentiments ne fait qu'accentuer et justifier une "humanité" des hubots.* » Au bout des dix épisodes, on reste souvent sans réponse face à ces questions existentielles.

« *Real Humans est la critique sociale la plus pertinente du monde des séries, loin devant les américaines* », souligne Nils Ahl. Pourtant, lors de son lancement, elle n'a pas connu une très bonne audience en Suède. Les autres Européens se sont cependant précipités sur cet ovni télévisuel. Les Britanniques ont ainsi décidé d'en faire un remake sur lequel Lars Lundström a un droit de regard artistique. Et Arte, qui a acheté la série en lisant le « pitch » (l'histoire écrite en quelques lignes), attend avec impatience la troisième saison. « *Avec Borgen ou Ainsi soit-il, Real Humans est une série qui correspond exactement à la ligne éditoriale d'Arte, car elle pose les questions sur le futur, les sciences et l'avenir de l'homme*, souligne Vincent Meslet, le directeur éditorial de la chaîne. *Grâce à Real Humans, nous arrivons à rajeunir notre public et nous modernisons la marque Arte. En plus de la philosophie scientifique qui nous intéresse, c'est aussi un choix marketing...* » ■

à voir

« real humans » de Lars Lundström. Diffusion des 10 épisodes à partir du 15 mai, à 20 h 45, sur Arte.

La première saison est disponible dans un coffret de 4 DVD comprenant en bonus « Un monde sans humains », un film de Philippe Borrel sur une idée originale de Noël Mamère. Arte Vidéo, 34,99 €.



Une si lente restitution

La recherche des propriétaires d'œuvres pillées par les nazis a pratiquement cessé en France après 1949. Aujourd'hui, alors que plus de 2000 objets d'art sont encore détenus par les musées, l'inertie des institutions est mise en cause

suite de la page 1

Les collections privées juives sont, elles aussi, pillées. En 1937 et 1938, une exposition sur l'« art dégénéré » (« Entartete Kunst ») circule dans le III^e Reich, de Munich à Hambourg, attirant des centaines de milliers de visiteurs. Quand elle s'achève, le Reich cherche à vendre les œuvres, soit au château de Schönhausen, soit, pour 125 des plus remarquables, dans une vente aux enchères à la galerie Fischer, à Lucerne, le 30 juin 1939. Le *Portrait de la famille Soler*, de Picasso, entre ainsi au musée de Liège, les *Baigneuses à la tortue*, de Matisse, dans celui de Saint-Louis (Missouri).

La seconde phase commence en 1940, avec l'occupation des pays vaincus – Belgique, Pays-Bas, France. Jusqu'en 1944, tous les biens appartenant à des familles juives sont systématiquement saisis. Les objets d'art figurent parmi les cibles. En France, l'action est conduite principalement par l'ERR, qui agit sur informations et dénonciations, parfois avec le concours de la police française. Au Jeu de paume, les employés de l'ERR photographient et numérotent les prises. Trois cas de figure existent ensuite : soit le départ vers un musée en Allemagne, le Führermuseum de Linz ou celui que s'octroie Hermann Göring ; soit l'échange, les œuvres « dégénérées » étant troquées à des marchands allemands ou français « aryens » contre des pièces, généralement anciennes, que ces marchands possèdent ; soit la dispersion aux enchères à l'Hôtel Drouot, où des galeristes viennent acquérir à bas prix des toiles dont ils ne peuvent que soupçonner qu'elles ont

été volées.

Après l'invasion de la zone libre, le 11 novembre 1942, des saisies, parfois suivies de ventes, ont lieu partout, en particulier à Nice. L'Occupation favorise d'ailleurs, si l'on peut dire, les ventes forcées : un collectionneur juif contraint d'acquiescer de faux papiers, de payer des passeurs ou d'acheter le silence de ceux qui peuvent le dénoncer cède ses biens à vil prix. Ce dernier cas, Joseph Losey l'a mis en scène en 1976 dans *Monsieur Klein*. Les produits de ces pillages, ce sont les milliers de peintures, de sculptures, d'objets d'art ou de meubles rares retrouvés par les armées alliées qui pénètrent en Allemagne en 1945. Les *monuments men* américains, ainsi que leurs homologues britanniques, français et soviétiques, ont conduit la quête dans des mines, des abbayes ou des châteaux. Ils ont dirigé les transferts vers l'Ouest et engagé le processus de restitution, celui dont il faut aujourd'hui écrire l'histoire depuis 1945, pour mieux comprendre les débats actuels en France.

En septembre 1944, les nouvelles autorités françaises créent la Commission de récupération artistique (CRA) et réactivent l'Office des biens et intérêts privés. Rose Valland, la conservatrice qui a pu rester au Jeu de paume pendant l'Occupation et espionner l'ERR, fournit des informations capitales et participe à la traque en Allemagne. Recherches et inventaires permettent la publication, de 1947 à 1949, du « Répertoire des biens spoliés » : 85 000 fiches sont classées par genres (peintures, dessins, tapisseries, etc.). Grâce à cette publication, 45 441 œuvres sont rendues en 1949, soit 74 % des biens retrouvés. A cette date, la Commission de récupération artistique est dissoute.

Restent 15 792 objets sans propriétaire.

Des commissions en sélectionnent environ 2 200 pour leur qualité, qui sont exposés au musée de Compiègne de 1950 à 1954 – sans catalogue... –, puis confiés aux musées. Ils sont alors inscrits dans la catégorie Musées nationaux récupération (MNR). Le reste des objets est vendu par le service des Domaines. Le statut juridique des MNR, défini par le décret du 30 septembre 1949, est clair : les musées sont détenteurs provisoires et non propriétaires, l'origine des objets doit être mentionnée dans les in-

Depuis 1949,
seulement 79 œuvres confiées aux
musées ont été rendues,
soit 3 % du total

ventaires grâce au préfixe MNR, et ils doivent être accessibles au public, dans lequel peuvent se trouver les ayants droit des propriétaires disparus. Les MNR ont en effet évidemment vocation à être restitués.

Or que constate-t-on ? Au 1^{er} mars 2000, il reste 2 143 MNR dans 57 musées français : le nombre des restitutions est donc très faible. Il n'y en a eu aucune entre 1966 et 1978, une en 1979, puis aucune jusqu'en 1996. Au total, depuis 1949, 79 MNR ont été rendus, soit 3 % du total. C'est ce qui indigna Isabelle Attard, mais aussi Jean-Pierre Bady. « 3 % en plus de soixante ans, c'est une sorte de record, s'exclame-t-il. La Commission de récupération artistique a fait son travail mais, après, il ne s'est plus rien passé. Les conservateurs ont conservé. La plupart d'entre eux

ont eu une attitude passive. »

En fait, de 1949 aux années 1980, l'oubli a été maintenu, sinon organisé. En 1985, Jean-François Chougnat, qui a conduit, en 2013, l'opération « Marseille-Provence 2013 capitale européenne de la culture », travaillait au Centre Pompidou : il intégrait ses collections à la base de données Videomuseum. « Il y avait une quarantaine de numéros d'inventaire que nous ne comprenions pas, RxD, RxP... Personne ne savait ce que cela signifiait. J'ai fini par demander à Dominique Bozo, qui dirigeait alors le Musée national d'art moderne. Lui savait. R était pour restitution, D pour dessin, P pour peinture. C'était des MNR, sous un autre nom. Dès ce moment, on aurait dû agir, mais rien n'a été fait. Ce qui a commencé en 1995 aurait pu commencer en 1985. »

Que s'est-il passé en 1995 ? Le début du débat autour des fameux MNR. Il naît aux États-Unis, avec la publication, chez Austral, du livre du journaliste portoricain Hector Feliciano, *Le Musée disparu. Enquête sur le pillage d'œuvres d'art en France par les nazis*. La même année sort au Seuil la traduction de la somme de l'historienne Lynn Nicholas, *Le Pillage de l'Europe. Les œuvres d'art volées par les nazis*. La presse – dont *Le Monde* – se saisit du sujet : elle a tôt fait de vérifier que c'est à raison que Feliciano proteste contre les obstacles qui lui ont été opposés. Les papiers de Rose Valland sont inaccessibles.

Le service des archives du ministère des affaires étrangères – gardien des fonds de la Commission de récupération artistique créée en 1944 – excelle dans l'obstruction, maquillée sous des raisons juridiques ou matérielles. Les galeries n'ouvrent pas leurs livres de comptes, à de rares exceptions près. Mis en cause, les Musées de France réagissent mal. Leur directrice, Françoise

▣ « La Famille Soler » (1903), de Pablo Picasso. Musée d'art moderne de Liège (Belgique).

AISA/LEEMAGE - SUCCESSION PICASSO

▣ Le 12 juin 1946, installation, au Musée de l'Orangerie, de l'exposition des œuvres récupérées en Allemagne.

KEYSTONE FRANCE

Cachin, nommée à ce poste en 1994, se refuse à prendre la mesure du problème. La journée d'études qu'elle consent enfin à organiser, le 17 novembre 1996, au Louvre, tourne à l'affrontement violent entre des conservateurs offusqués d'être contestés dans ce qu'ils croient être leur « bon droit » d'un côté et, de l'autre, des chercheurs – des universitaires comme Laurence Bertrand-Dorléac ou des indépendants comme Hector Feliciano – et des héritiers, qui appellent au libre accès aux archives.

1995 est aussi l'année du discours de Jacques Chirac, le 16 juillet, sur le site du

« On ne retrouvera jamais personne » : c'était le principe de base. Autrement dit, il y avait une sorte d'omerta »

jean-françois chougnnet historien

vélodrome d'Hiver, où furent enfermées les victimes de la première grande rafle antisémite de l'Occupation, en 1942. « Ces heures noires, affirme le président de la République, souillent à jamais notre histoire, et sont une injure à notre passé et à nos traditions. Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'Etat français. » Ces mots, qui n'avaient été osés par aucun de ses prédécesseurs, ont été « décisifs » se souvient Jean-Pierre Bady. « Jusque-là, le principe gaulliste de la reconstruction du pays fondée sur l'oubli de ce qui s'était passé avait été maintenu. Comme, du temps de François Mitterrand, il n'était pas question de rouvrir le dossier de Vichy, la situation était demeurée bloquée. Le discours de Jacques Chirac a tout changé. »

Deux ans plus tard, en 1997, est créée la Mission d'étude sur la spoliation des juifs de France, présidée par Jean Mattéoli. Cette même année, en avril, le Louvre, Orsay, le Musée national d'art moderne, le Musée de la Céramique, à Sèvres, et bien d'autres, exposent leurs MNR en tant que tels : ce n'était pas arrivé depuis 1954. Quelques affaires deviennent emblématiques : *Le Joueur de guitare* (1914), de Georges Braque, accroché au Musée national d'art moderne et revendiqué par les héritiers d'Alphonse Kann, fait alors l'objet d'une négociation d'un montant supposé de 40 millions d'euros. Quand la commission Mattéoli achève ses travaux, en 1999, la Commission d'indemnisation des victimes de spoliations, créée en 1999, prend la suite.

Ce qui ne signifie pas – loin de là – une inversion générale de l'attitude dans les musées. La publication du catalogue complet des MNR, dans sa version papier, prend ainsi un temps record. Voulu par Jacques Sallois, directeur des Musées de



France jusqu'en 1994, il ne paraît aux éditions de la Réunion des Musées nationaux qu'en 2004. « *Encore* [cette publication] a-t-elle été accélérée dans les dernières semaines par le fait que Jacques Chirac voulait remettre un exemplaire au président israélien Moshe Katsav pour sa visite à Paris en février 2004, précise Jean-François Chougnnet, qui travaillait au Centre Pompidou en 1985. « On ne retrouvera jamais personne » : c'était le principe de base. Autrement dit : il y avait une sorte d'omerta. Un catalogue qui prend dix ans pour 2 000 numéros quand on connaît le rythme de travail habituel... »

Jean-Pierre Bady évoque d'autres lenteurs. « Il y a peu d'années, la numérisation des archives de la Commission de récupération artistique, qui étaient conservées par le ministère des affaires étrangères, a été proposée. Il y a eu un devis de 1 million d'euros. Faute de moyens budgétaires, le devis est resté sans suite. C'est regrettable. » Lors d'un colloque organisé au Sénat le 30 janvier 2013, il a détaillé les mesures nécessaires pour que la Commission dont il est membre puisse continuer à procéder à des restitutions. Il faut, selon lui, « associer aux conservateurs des chercheurs et des historiens d'art spécialisés », telle la chercheuse Emmanuelle Polack, dont les

travaux portent sur le marché de l'art à Paris, de 1940 à 1944 ; faire travailler les élèves de l'Institut national du patrimoine (INP), futurs conservateurs, sur les MNR des musées où ils font leurs stages ; multiplier les colloques ; et « faciliter l'information des requérants éventuels » par l'appel à des cabinets de généalogistes.

Ce colloque se tenait à l'initiative de la sénatrice du Maine-et-Loire Corinne Bouchoux (EELV), qui a elle-même travaillé, en tant qu'historienne, au sein des archives. Dans les conclusions de sa « Mission d'information sur les œuvres d'art spoliées par les nazis », travail pionnier publié en 2012, elle note combien « l'absence de recherche active des propriétaires pour les 163 MNR dérobés avec certitude paraît incompréhensible ». Elle compare

l'inertie française aux « recherches systématiques » conduites au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et Allemagne et fait neuf propositions pour associer tous les acteurs et visiter toutes les archives. Dans la logique de ces recommandations, en mars 2013, un groupe de travail a été créé. Il associe des conservateurs, des membres de la CIVS et des historiens d'art.

Grâce à son travail, la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, a pu procéder à la restitution de trois œuvres, le 11 mars. A cette occasion, elle a affirmé sa volonté de conduire une politique « proactive ». « Les restitutions continuent d'être possibles et le devoir de mémoire est toujours d'actualité. Je ne me résous pas à laisser de côté la recherche sur des œuvres susceptibles de li-

vrer le nom de leur propriétaire spolié. Depuis les années 1990, les outils de recherche se sont considérablement développés et j'ai considéré que tout devait être mis en œuvre pour avancer sur l'historique des œuvres dont la spoliation était attestée. » Depuis sa création, en un an donc, le groupe de travail a proposé des pistes pour 28 MNR jusqu'alors « en déshérence ». Trois nouvelles restitutions viennent d'être annoncées. Ce résultat démontre qu'il est possible d'identifier des héritiers, si l'on veut bien s'en donner la peine, et le peu de zèle des musées auparavant. Ce que Jean-François Chougnnet résume d'une formule : « Ils savaient et ils n'ont pas bougé. » ■ philippe dagen

« Des hauts fonctionnaires impliqués »

Corinne Bouchoux, sénatrice Europe Ecologie-Les Verts de Maine-et-Loire, a été la rapporteure, en 2013, de la mission d'information sur les œuvres d'art volées par les nazis. Elle est aussi l'auteure de *Si les tableaux pouvaient parler... Le traitement politique et médiatique des retours d'œuvres d'art pillées et spoliées par les nazis*, paru en 2013.

Comment en êtes-vous venue à cette question ?

Par hasard. Alors que je travaillais avec Lucie Aubrac, elle a été sollicitée en 1999 pour participer à une conférence consacrée à Rose Valland. Le nom lui était inconnu. Elle a téléphoné à quelques amis, et accepté très vite. Pour l'aider, je suis allée dans les archives. C'est alors que j'ai commencé à comprendre qu'il se passait des choses bizarres. Ce qui fait que j'ai continué, jusqu'en 2011. D'abord comme chercheuse – et on ne répondait pas à mes questions. Puis comme sénatrice – et ceux qui m'avaient évitée jadis ont dû venir parler dans le cadre de la mission d'information.

Après la guerre, lorsque les premières restitutions ont été faites, il restait 15 792 œuvres volées dont on ignorait la provenance. Plus de 2000 ont été récupérées par les musées – les MNR –, les autres ont été vendues par les Domaines. Pourquoi vous êtes-vous intéressée à ces der-

res ?

Parce que j'ai découvert qu'elles avaient été marquées par des irrégularités graves. Entre 1950 et 1954, plusieurs contentieux ont été instruits. Il y a eu des enrichissements douteux. Il y a surtout une escroquerie : l'un des fonctionnaires des Domaines, un « M. G. », a détourné des lots à son profit. Dans cette opération ont été impliqués des hauts fonctionnaires, jusqu'à la nièce de René Plevin, président du Conseil en 1950-1951 ; 19 personnes ont été interrogées. « M. G. » a été arrêté, emprisonné et radié de la fonction publique. Mais le Trésor lui a proposé une négociation financière, parce qu'il aurait pu mouiller beaucoup de gens. Or, ce même « G. » était de ceux qui décidaient de ce qui serait vendu ou deviendrait Musées nationaux récupération (MNR). Rose Valland a tout su de l'affaire, quand les journaux de l'époque ont commenté cette « carambouille ». C'est pourquoi j'insiste sur ce que j'appelle le passé « flou » – une litote – de beaucoup d'objets, bien au-delà des seuls MNR. On pense que 135 000 lots ont été vendus à l'amiable, 3 190 aux enchères. Selon quels critères ? A qui ? La commission Mattéoli a conclu à l'« extrême légèreté » du comportement des Domaines. J'ai pu, par exemple, établir que des œuvres avaient été achetées par des particuliers et revendues peu après à des musées, avec bénéfice évidement.

Il sera difficile de dissiper ce « flou » aujourd'hui...

Difficile, mais pas toujours impossible, les résultats obtenus par le groupe de travail en un an le prouvent. La ministre de la culture, Aurélie Filippetti, a un désir réel d'aller de l'avant, ce qui est encourageant. Mais son administration ne fait pas de zèle... encore une litote. Les musées me trouvent toujours aussi éternelle. Au cours de la mission, j'ai entendu des réponses effarantes. Ceci étant, une nouvelle génération de conservateurs arrive. Elle a été informée sur les MNR pendant ses études à l'Institut national du patrimoine, elle n'a plus les réflexes corporatistes des générations précédentes et les progrès techniques rendent les recherches plus rapides et accessibles, pour elle comme pour les héritiers.

Vos collègues sénateurs sont-ils sensibles à la question ?

Ils sont venus très nombreux entendre les conclusions de la mission et je les crois soucieux de sortir de cette affaire par le haut. Mais les ministres auxquels j'ai fait parvenir mon livre n'ont pas daigné réagir, et l'Assemblée nationale n'a consacré aucun débat aux spoliations, alors que c'est une question éminemment politique – et diplomatique. Elle est révélatrice de la mauvaise conscience nationale : c'est un symptôme de la société française et de sa difficulté à considérer son passé. ■

ph. d.



La maison de Cornelius Gurlitt, à Salzbourg (Autriche), où des œuvres de Monet, Renoir, Picasso et autres maîtres furent retrouvées, en février 2012.

BARBARA GINDL/EPA/MAXPPP

« Le capitalisme est entré dans des logiques de destruction »

Pour Saskia Sassen, sociologue à Harvard, les chômeurs radiés, les classes moyennes chassées des centres-villes et les écosystèmes dévastés subissent un même phénomène : l'« expulsion »

propos recueillis par olivier guez

Aujourd'hui à Bilbao, la veille à New York, le lendemain au Royaume-Uni : entre deux avions, Saskia Sassen, professeure de sociologie à l'université Columbia, à New York, discret, débat, provoque. Depuis vingt ans, elle scrute la mondialisation dans toutes ses dimensions – économiques, financières, politiques, sociales et environnementales. Cosmopolite, cette polyglotte née aux Pays-Bas, en 1949, a grandi à Buenos Aires avant d'étudier en France, en Italie et aux États-Unis. Elle publie ces jours-ci, aux États-Unis, *Expulsions* (Harvard University Press).

Dans votre nouveau livre, vous avancez que la mondialisation est entrée dans une phase d'« expulsion ». Qu'entendez-vous par là ?

Ces deux dernières décennies, un nombre croissant de gens, d'entreprises et de lieux physiques ont été comme « expulsés » de l'ordre économique et social. Des chômeurs sont rayés des listes de demandeurs d'emploi. Certains travailleurs pauvres ne bénéficient plus d'aucune protection sociale. Neuf millions de ménages américains ont perdu leur foyer après la crise des subprimes. Dans les grandes métropoles du monde entier, les classes moyennes sont peu à peu chassées des centres-villes, désormais hors de prix. La population carcérale américaine a augmenté de 600 % ces quarante dernières années. La fracturation hydraulique des sols pour extraire le gaz de schiste transforme des écosystèmes en désert – l'eau et le sol sont contaminés, comme si on expulsait de la biosphère des morceaux de vie. Des centaines de milliers de villageois ont été délogés depuis que des puissances étrangères, étatiques et privées, acquièrent des terres aux quatre coins du monde : depuis 2006, 220 millions d'hectares, principalement en Afrique, ont été achetés.

Tous ces phénomènes, sans liens manifestes, répondent-ils, selon vous, à une logique unique ?

En apparence, ils sont déconnectés les uns des autres et chacun s'explique séparément. Le sort d'un chômeur radié n'a bien évidemment rien à voir avec celui d'un lac pollué en Russie ou aux États-Unis. Il n'empêche qu'à mes yeux, ils s'inscrivent dans une nouvelle dynamique systémique, complexe et radicale, qui exige une grille de lecture inédite. J'ai le sentiment que ces dernières années, nous avons franchi une ligne invisible, comme si nous étions passés de l'autre côté de « quelque chose ». Dans bien des domaines – économie, finance, inégalités, environnement, désastres humanitaires –, les courbes s'accroissent et les « expulsions » s'accroissent. Leurs victimes disparaissent comme des bateaux coulent en haute mer, sans laisser de trace, du moins en surface. Ils ne comptent plus.

Quelle est la différence entre un « exclu » et un « expulsé » ?

L'exclu était une victime, un malchanceux plus ou moins marginal, une anomalie en quelque sorte, tandis que l'expulsé est la conséquence directe du fonctionnement actuel du capitalisme. Il peut être une personne ou une catégorie sociale, comme l'exclu, mais aussi un espace, un écosystème, une région tout entière. L'expulsé est le produit des transformations actuelles du capitalisme, entré, à mes yeux, dans des logiques d'extraction et de destruction, son corollaire.

C'est-à-dire ?

Auparavant, pendant les « trente glorieuses » en Occident, mais aussi dans le monde communiste et le tiers-monde, malgré leurs échecs, la croissance des classes ouvrières et moyen-

nes constituait la base du système. Une logique distributive et inclusive prédominait. Le système, avec tous ses défauts, fonctionnait de cette façon. Ce n'est plus le cas. C'est pourquoi la petite bourgeoisie et même une partie non négligeable des classes moyennes perdent pied. Leurs enfants sont les principales victimes : ils ont respecté les règles du système et fait consciencieusement tout ce qu'il exigeait d'eux – des études, des stages, pas mal de sacrifices – afin de poursuivre l'ascension sociale de leurs parents. Ils n'ont pas échoué et pourtant le système les a expulsés : il n'y a pas assez de place pour eux.

Qui sont les « expulseurs » ?

Je ne parle pas de quelques individus ni même de multinationales obnubilées par leurs chiffres d'affaires et leur cotation en Bourse. Pour moi, il s'agit de « formations prédatrices » : un assemblage hétéroclite et géographique dispersé de dirigeants de grandes entreprises, de banquiers, de juristes, de comptables, de mathématiciens, de physiciens, d'élites globalisées secondées par des capacités systémiques surpuissantes – machines, réseaux technologiques... – qui agrègent et manipulent des savoirs et des données aussi composites que complexes, immensément complexes à vrai dire. Plus personne ne maîtrise l'ensemble du processus. La dérégulation de la finance, à partir des années 1980, a permis la mise sur pied de ces formations prédatrices et la clé, ce sont les produits dérivés, des fonctions de fonctions qui démultiplient les gains comme les pertes et permettent cette concentration extrême et inédite de richesses.

Quelles sont les conséquences du paradigme que vous décrivez ?

Amputées des expulsés – travailleurs, forêts, glaciers... –, les économies se contractent et la biosphère se dégrade, le réchauffement du climat et la fonte du permafrost s'accroissent à une vitesse inattendue. La concentration de richesses encourage les processus d'expulsion de deux types : celle des moins bien lotis et celle des super-riches. Eux s'abstraient de la société où ils vivent physiquement. Ils évoluent dans un monde parallèle réservé à leur caste et n'assument plus leurs responsabilités civiques. En somme, l'algorithme du néolibéralisme ne fonctionne plus.

Le monde que vous nous décrivez est très sombre. Vous ne forcez pas un peu le trait ?

Je ne crois pas. Je mets en lumière des phénomènes sous-jacents, encore extrêmes pour certains. Et la logique que je dénonce coexiste avec des formes de gouvernance plus policées et plus sophistiquées. Mon objectif est de tirer la sonnette d'alarme. Nous sommes à un moment de basculement. L'érosion des classes moyen-

nes, acteur historique majeur des deux siècles précédents et vecteur de la démocratie, me préoccupe particulièrement. Sur le plan politique, c'est très dangereux, on le constate partout dès à présent.

Comment résister à ces formations prédatrices ?

C'est difficile : de par leur nature complexe, ces enchevêtrements d'individus, d'institutions, de réseaux et de machines sont difficilement identifiables et localisables. Cela dit, je trouve que le mouvement Occupy et ses dérivés « indignés », voire les printemps arabes ou les manifestations à Kiev, malgré des contextes sociopolitiques éminemment différents, sont des réponses intéressantes. Les expulsés se réapproprient l'espace public. En s'ancrant dans un « trou » – toujours une grande place, un lieu de passage – et en mettant sur pied une société locale temporaire hypermédiatisée, les expulsés, les invisibles de la mondialisation font territoire. Même s'ils n'ont ni revendications précises ni direction politique, ils retrouvent une présence dans les villes globales, ces métropoles où la mondialisation s'incarne et se déploie. À défaut de viser un lieu d'autorité identifié à leurs déboires – un palais royal, une assemblée nationale, le siège d'une multinationale, un centre de production... –, les expulsés occupent un espace indéterminé symboliquement fort dans la cité pour revendiquer leurs droits bafoués de citoyens.

Aboutissent-ils, selon vous, à quelque chose ?

Si vous les considérez comme des comètes, la messe est dite, en effet. Moi, j'ai tendance à les assimiler à un début de trajectoire, chaque « occupation » constituant une petite pierre. S'agit-il d'un embryon de chemin ? Je ne sais pas. Mais le mouvement des nationalités au XIX^e siècle et le féminisme ont, eux aussi, commencé par petites touches, jusqu'à ce que les cellules disparates finissent par faire leur jonction et former un tout. Ces mouvements finiront peut-être par inciter les États à lancer des initiatives globales dans les domaines de l'environnement, de l'accès à l'eau et à la nourriture.

Quel événement pourrait déclencher la « jonction » ?

Une nouvelle crise financière. Elle surviendra, j'en suis certaine. Je passe au crible la finance depuis trente ans : les marchés sont trop instables, il y a trop de données à analyser, trop d'instruments, trop d'argent, l'Occident ne régit plus seul sur les marchés. Je ne sais pas quand cette crise interviendra ni quelle sera son ampleur mais je sens que quelque chose mijote. En fait, nous sentons tous que le système est très fragile. ■



Un sans-abri, sur un trottoir de Toronto (Canada), le 7 janvier. La température est alors de – 20 °C.

DAN CHAN/DEMOTIX/CORBIS



Saskia Sassen.
DR

à lire
« expulsions. brutality and complexity in the global economy »
de Saskia Sassen
(Harvard University Press, 280 p.)
Non traduit.
À paraître le 5 mai.

on en parle

Le mausolée d'Auguste sauvé par l'Arabie saoudite

Si l'empereur Auguste est exposé en majesté au Grand Palais, à Paris, jusqu'au 13 juillet – « Moi, Auguste, empereur de Rome » –, son mausolée romain est en piètre état. Construit du vivant d'Auguste, en 28 avant Jésus-Christ, sur le modèle du tombeau d'Alexandre le Grand, l'édifice est devenu un refuge pour les sans-abri et les prostituées. Il se dégrade rapidement. Invoquant le bimillénaire de la mort d'Auguste – disparu en 14 avant Jésus-Christ –, la ville de Rome a décidé de consacrer 2 millions d'euros à sa réfection. Mais la somme ne suffit pas. Le maire, Ignazio Marino, s'est donc envolé le 31 mars pour l'Arabie saoudite afin de rencontrer le prince héritier Salmane ben Abdelaziz Al-Saoud, également ministre de la défense, qui a assuré qu'il allait ajouter 2 millions d'euros pour sauver le mausolée de l'empereur. Cette somme sera versée par l'entremise de la Commission saoudienne pour le tourisme et les antiquités, qui va constituer un fonds destiné à la restauration du patrimoine romain. Une liste de neuf sites prioritaires a été dressée : elle comprend notamment les thermes de Trajan et l'ancienne caserne des gladiateurs attenante au Colisée. En retour, la ville de Rome prêtera des œuvres d'importance à l'Arabie saoudite.

Les pochoirs de Banksy continuent de s'arracher

L'insaisissable peintre de rue Banksy a réalisé, en ce mois d'avril, deux nouveaux pochoirs moqueurs en Angleterre – l'un à Cheltenham, l'autre à Bristol. D'après les spécialistes, au vu du style comme de l'esprit, il s'agit bien d'œuvres de l'artiste, qui a été filmé, de loin, par une caméra de vidéosurveillance. Si la première peinture, qui montre trois barbouzes en imperméable espionnant une cabine téléphonique de Cheltenham (où se trouve le centre de surveillance des télécommunications du Royaume-Uni, équivalent de la NSA) attire déjà des touristes, la seconde, exécutée sur un contreplaqué, a déjà été arrachée au pied de biche.

Elle représente deux jeunes amoureux enlacés regardant, chacun de son côté, l'écran de son portable, et a été réalisée sur le mur d'un club de jeunes de Bristol. Estimant que le pochoir, revendiqué par le site de Banksy Pest Control, est un don fait à son institution, le patron du club l'a récupéré pour l'exhiber, puis le vendre. Le club, qui est en grave difficulté financière, espère en tirer 100 000 livres (121 000 euros). Depuis, le patron a été menacé par des fans de Banksy, qui estiment que la peinture doit rester dans la rue, au vu de tous. Quant à l'artiste lui-même, comme souvent, il n'a pas pris position, laissant les polémiques courir.

143 millions de litres d'eau vidés pour un jet d'urine

Le 16 avril, un jeune homme éméché de 19 ans urine dans le réservoir numéro 5 de Portland, dans l'Oregon (États-Unis), qui contient 143 millions de litres d'eau. Une caméra le surprend. Les images circulent sur le Net, alimentant une vaste polémique. Faut-il vider la cuve ? Beaucoup d'habitants répondent par l'affirmative. Pourtant, le réservoir « pollué » contient l'équivalent de 57 piscines olympiques, ce qui a bien sûr dilué le pipi fautif : 0,000 003 millilitre par litre d'eau, a-t-on calculé. Les analyses de la qualité de l'eau sont d'ailleurs rassurantes. Le coût de l'opération est en outre évalué à 35 000 dollars (environ 25 000 dollars). Craignant un scandale politique, le directeur du Bureau de l'eau de Portland décide finalement de vider et remplacer l'énorme quantité d'eau. Sur les chats des journaux, et jusqu'au « Berkman Buzz for Internet & Society » de Harvard, des responsables et des analystes de risque parlent d'« over-reacting » (réaction exagérée). Ce type de comportement irrationnel interviendrait dans des situations à forte valeur idéologique – le fait de corrompre un bien public –, confortant des dégoûts et des rejets très ancrés – l'urine, le sexuel –, ou en cas de crainte écologique surévaluée – principe de précaution exagéré.

Des milliers de personnes ont assisté à la canonisation du Padre Pio, à San Giovanni Rotondo (Italie), le 16 juin 2002.

MARIO LAPORTA/REUTERS

La fabrique des saints

Le 27 avril, le pape François procédera à la canonisation de deux pontifes disparus, Jean XXIII et Jean Paul II. Cette cérémonie s'inscrit dans une tradition séculaire dont la fonction est toujours aussi stratégique pour l'Eglise catholique



stéphanie le bars

Au VII^e siècle, de retour de Rome, un moine breton prit ses quartiers dans un petit village de l'Alti-lier. Ce Ménélophe, rebaptisé « Menou » lors de ses pérégrinations, y mourut, après avoir marqué les esprits par ses vertus et ses dons de guérison. Quatorze siècles plus tard, on se presse encore en l'église romane de Saint-Menou, pour y admirer le débredinoire, le tombeau du pieux pèlerin percé d'un trou par lequel les « bredins » (simples d'esprit en dialecte bourbonnais) sont censés se débarrasser de leur folie. Quoi de commun entre cet homme nimbé de légende et Jean Paul II, le pape le plus médiatique de l'histoire de l'Eglise catholique, dont la canonisation est prévue le 27 avril à Rome ?

Tous deux, à des niveaux différents, ont été désignés comme des intermédiaires entre les fidèles et Dieu, afin que les prières des premiers soient exaucées par le second. Tous deux sont des produits de la « fabrique des saints », une entreprise théologique et ecclésiastique devenue à différentes époques clairement politique, que le christianisme a mise en place dès ses origines. A travers les âges, l'Eglise catholique va même se distinguer des autres confessions chrétiennes et multiplier ces figures de dévotion. Il s'agit de donner aux croyants des témoins, qui, « *en versant leur sang ou par l'exercice héroïque des vertus* », ainsi que le précisent les textes romains, constituent de beaux exemples de foi.

« *L'exemplarité du saint doit s'appuyer sur une vie évangélique*, précise Philippe Lécrivain, historien et jésuite. *Il faut que les gens voient en lui les gestes et les paroles de Jésus, "un autre Christ", comme il sera dit de François d'Assise au XIII^e siècle. Le "miracle", souvent une guérison, est alors perçu comme le signe de l'énergie divine, une manière de donner une profondeur théologique à l'exemplarité.* »

Dès le III^e siècle débute le culte des martyrs, ces chrétiens pourchassés par les Romains. Il est prolongé par la vénération des reliques (ossements, cheveux du saint), qui donnent « *une dimension corporelle à cette puissance surnaturelle* », selon l'historien André Vauchez, spécialiste de la sainteté au Moyen Age. « *Ces chrétiens sont vénérés car ils ont choisi d'être témoins du Christ jusqu'à la mort. Pour autant, il ne s'agit pas pour l'Eglise d'exalter le suicide* », précise-t-il. L'instauration du christianisme dans l'Empire romain remplace les martyrs par une nouvelle catégorie de saints : les « confesseurs », ces érudits qui défendent la foi contre les hérésies et consolident la doctrine. On y retrouve les « pères de l'Eglise », des fondateurs – et fondatrices – d'ordres religieux, des missionnaires, des évangélistes.

Tout au long du Moyen Age, la machine s'emballe. Des « vies de saints » circulent, qui rela-

tent, entre légende et chronique, l'existence pieuse et les gestes nobles de croyants exemplaires. Des saints locaux et contemporains, patrons protecteurs des communautés chrétiennes, fleurissent dans tous les diocèses : quelques femmes, peu de laïques, mais une majorité d'hommes religieux, ermites, moines ou évêques. Il est vrai que, jusqu'au XI^e siècle, la procédure est simple : « l'acclamation » populaire, la *vox populi*, suffit. Appuyée par l'accomplissement d'un « miracle », compris par le peuple comme la manifestation de la sainteté. L'évêque du lieu procède alors à une « élévation », en inhumant les restes de l'élu dans une chapelle, sous un autel ou dans un mausolée.

Mais cette fabrique anarchique de saints, non exempte de supercheries, va être reprise en main par l'Eglise. L'évolution coïncide avec une centralisation de la papauté à Rome, à partir du XII^e siècle. Alors qu'en Orient, après le schisme de 1054, la sainteté continue d'être reconnue par un collège d'évêques, l'Eglise de Rome instaure, en 1234, les procédures de canonisation réservant au pape le droit de dire qui peut être vénéré. Conçues comme une première étape vers la canonisation, les béatifications, qui produisent des « bienheureux », vont néanmoins se poursuivre à l'échelle locale.

Après la Réforme, les protestants rejettent le culte des saints pour « *n'adorer que Dieu* ». Pendant quelques décennies, l'Eglise catholique hésite. Puis réutilise à plein cet outil qui permet à la fois de glorifier les croyants et l'Eglise, et d'évangéliser les hésitants. Une « congrégation des rites », ancêtre de la congrégation actuelle de la cause des saints, est créée au XVI^e siècle et, « *en 1634, Urbain VIII fixe de façon claire et détaillée les critères et la procédure de canonisation et de béatification* », rappelle Olivier Bobineau dans son ouvrage *L'Empire des papes* (CNRS Editions). Des années d'enquête, un miracle reconnu pour la béatification, suivi d'un second pour accéder à la canonisation, rien ne semble laissé au hasard.

La reprise en main par Rome va de pair avec un renforcement du poids des ordres religieux et des lobbies organisés pour le choix des « causes » à défendre. Elle débouche surtout sur le summum de l'autoglorification de l'Eglise : la sainteté de la figure papale. « *Après 1870 et la fin des Etats pontificaux, le pape, perdant son pouvoir temporel, se réfugie dans la puissance spirituelle*, explique André Vauchez. *Il accentue son rôle central, instaure l'infailibilité papale et ouvre la voie aux canonisations quasi systématiques des papes, incarnations de l'Eglise elle-même.* »

« *Que l'Eglise catholique exalte quasiment tous ceux qui l'ont dirigée depuis cent cinquante ans constitue une forme d'autojustification de la papauté*, soulignait l'historien Etienne Fouilloux dans nos colonnes, lors de la béatification de Jean Paul II en 2011. *Ces processus servent à solidifier l'institution, à montrer qu'elle tient le coup malgré les critiques. Sur les dix*

derniers papes, seuls trois, Léon XIII, Benoît XV et Pie XI, demeurent étrangers à ce concours de glorification. » A quoi M. Vauchez ajoute : « *Ce n'est pas un jugement rationnel qui détermine si un pape est saint ou pas. Même controversés, même s'ils ne sont pas de saints hommes, les papes occupent par nature un siège saint !* »

Un effort critique a pourtant été tenté au XVII^e siècle avec la création de la Société des bollandistes, un groupe de jésuites censé se livrer à des contre-enquêtes sur la vie des saints. « *Il leur revient de dénicher les faux saints construits par idéologie* », explique le Père Lécrivain. Mais la « décanonisation » n'est pas chose aisée ! « *Après Vatican II seront retirés du culte des saints les enfants dont on disait qu'ils avaient été tués par des juifs lors de rituels. Une révision qui suscita de fortes résistances, notamment en Autriche !* », raconte M. Vauchez.

Nombre de dossiers restent par ailleurs encalminés, faute de soutien ou de « miracles » suffisants, ou du fait d'une trop grande sensibilité

Grâce à une moindre importance
accordée aux miracles,
il y a eu plus de béatifications
et de canonisations sous
le pontificat de Jean Paul II qu'au cours
des quatre derniers siècles

politique. Ainsi la possible canonisation de Pie XII, critiqué pour son attitude envers les juifs durant la seconde guerre mondiale, continue de susciter des réserves malgré la signature, en 2009, par Benoît XVI, du décret reconnaissant les « *vertus héroïques* » de ce pape controversé. Il arrive aussi qu'un procès en béatification soit brutalement interrompu. En 2009, Benoît XVI annula in extremis la cérémonie prévue pour béatifier Léon Dehon (1843-1925), auteur d'écrits antisémites.

Au-delà du sort spécifique réservé aux papes, la politique de canonisation adoptée par l'Eglise a connu de notables évolutions depuis le pontificat de Jean Paul II (1978-2005). Outre le fait que sous ses vingt-sept ans de pontificat il y ait plus de béatifications et de canonisations qu'au cours des quatre derniers siècles, grâce notamment à un allègement des procédures et à une moindre importance accordée aux miracles, la dimension géopolitique et stratégique de ces célébrations s'est accentuée. « *Jean Paul II a procédé à 482 canonisations et à 1 341 béatifications, en multipliant les canonisations de masse : martyrs de Corée, de Chine, du Viet-*

nam, d'Espagne », rapporte Patrick Michel, directeur de recherche au CNRS, spécialiste des relations entre politique et religion. « *Personne ne vénérât l'un de ses saints en particulier*, souligne le chercheur. *Mais il faut voir dans cette démarche un vecteur de la "nouvelle évangélisation" voulue par le Vatican, un réaffichage de l'universalité de l'Eglise, la volonté de sortir d'une martyrologie européenne, même si beaucoup de saints sont des missionnaires européens.* »

Pour le chercheur, la nature géopolitique de la fabrique du saint est évidente. « *Une canonisation affiche toujours une certaine idée de l'Eglise*, observe Patrick Michel. *Prenons l'exemple de cette sainte lituanienne décrétée lors de l'indépendance de ce pays : une manière de ramener la Lituanie dans le giron de l'Eglise après la période communiste.* » Le Vatican s'en défend, pour qui une canonisation ou une béatification est une affaire interne à l'Eglise et se veut tout aussi ahistorique qu'apolitique. Ainsi, alors que la canonisation de plusieurs centaines de religieux tués par les républicains durant la guerre civile espagnole a suscité une polémique en 2013, l'Eglise a mis en avant le fait qu'ils avaient été éliminés « *pour leur foi* ».

M. Michel voit enfin dans ces célébrations une forme de « *marketing religieux qui vise à offrir le produit le plus adapté au consommateur à un moment donné* ». Et de citer l'exemple de Padre Pio, un prêtre italien, mort en 1968, sujet d'une piété populaire immense durant sa vie, et canonisé en 2002, malgré les doutes de la hiérarchie catholique sur la réalité de ses stigmates. Dans ce cas, la *vox populi* a balayé les hésitations. De même, suivant l'injonction « *santo subito* » (« saint tout de suite »), lancée lors des obsèques de Jean Paul II, Benoît XVI a ouvert la procédure de béatification de son prédécesseur sans attendre le délai de cinq ans, prévu pour « *ne pas céder à l'émotion* ».

Enfin, la rapidité avec laquelle François a canonisé Pierre Favre, l'un des proches du fondateur de la Compagnie de Jésus, dont est issu le pape argentin, sa volonté de procéder à celle de José de Anchieta, un jésuite espagnol missionnaire au Brésil au XVI^e siècle, sans que soit reconnu le moindre miracle, correspond certes à la vision évangélistique qu'a François de l'Eglise, mais elle confirme aussi la toute-puissance du pape dans ces affaires. Autre exemple : soucieux de canoniser conjointement Jean XXIII, symbole d'une Eglise ouverte, et Jean Paul II, tenant d'une identité chrétienne réaffirmée, François n'a pas jugé nécessaire de trouver un second miracle du « bon pape Roncalli » pour l'élever au rang de saint, le 27 avril. Au XXI^e siècle, le miracle ne fait plus le saint ! ■

à lire
« *L'empire des papes. une sociologie du pouvoir dans l'église* »
d'Olivier Bobineau (CNRS Editions, 2013).



« Black Passport »,
de Stanley Greene.
DR

« Box - Pass It On »,
de Peng Yangjun et Chen Jiaojiao.
DR



La photo à livres ouverts

images | Objets de collection ou d'étude, les livres de photographies se multiplient. Martin Parr et Gerry Badger publient le troisième volet d'un ouvrage de référence, qui éclaire ce nouveau phénomène

claire guillot

Dans le secteur fragile de l'édition, il est une niche florissante : celle du livre de photographies. Des ouvrages de toute sorte, de toute qualité, parfois autopubliés, et souvent en tirages limités. On a vu, ces dernières années, ces ouvrages devenir à la fois une section incontournable dans les festivals, un marché à part entière, avec objets rares et collectionneurs spécialisés, mais aussi objets d'étude. Comment l'expliquer ?

« Les photographes aiment faire des livres, car ce sont pour eux des vitrines. Ils permettent aussi d'affirmer une prise de position », explique le critique Gerry Badger. Il livre son troisième ouvrage consacré au sujet, *Le Livre de photographies : une histoire, volume III* (Phaidon), en duo avec le photographe britannique Martin Parr. Celui-ci ajoute malicieusement : « Il y a aussi énormément de mauvais livres. Nous en recevons plein. Et nous sommes totalement pour ! »

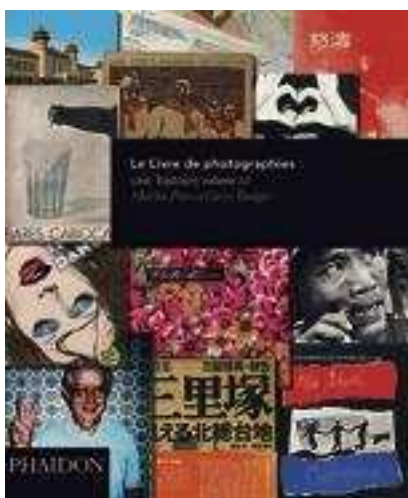
« Les reporters se sont détachés de la neutralité et de la prétendue objectivité pour donner un point de vue personnel »

martin parr
photographe

Après avoir choisi une approche chronologique dans les deux premiers tomes, Badger et Parr ont préféré, cette fois, un classement des livres par thèmes, cherchant à établir une typologie et à cerner la motivation des auteurs. La sélection est large, mais arbitraire. « On a fait de nous des prescripteurs, ce qui est flatteur. Nos choix sont très personnels, mais nous essayons de les faire de façon responsable », précise Martin Parr, qui possède une collection de 12 000 ouvrages de photos. Leur somme commence avec des livres dont l'heure de gloire est passée : ceux de propagande et de protestation (les premiers soutenant le pouvoir en place, les seconds les opposants), qui défendent un gouvernement, une idéologie ou une grande cause, images à l'appui.

Libya Jamahiriya, publié en 1981 par le ministère des affaires culturelles de la Libye, illustre à merveille la première catégorie : les photos (prises par des agences de presse françaises) passent en revue les accomplissements présumés du régime de Mouammar Kadhafi. Le recueil s'achève pourtant sur une note sombre : des photos d'armement, qui semblent annoncer la guerre civile à venir. « *Pire est le régime, meilleur est le livre !* », s'amuse Martin Parr. Et de souligner que, désormais, « c'est surtout sur Internet que s'est déplacé ce genre d'images. On rallie à sa cause et on mobilise grâce aux réseaux sociaux. » Le Tumblr « Kim Jong-il looking at things » s'est ainsi moqué des images du dictateur nord-coréen distribuées par l'agence de presse officielle du pays, où on le voit visiter des usines et des commerces, examinant aussi bien un radis qu'une bouteille de soda, et suivi par une cour empressée. C'est si absurde et si drôle que, fin 2012, les éditions Jean Boîte en ont fait un petit livre rouge tout en images.

L'une des évolutions les plus marquantes des livres de photos concerne ceux consacrés au reportage de guerre. « *Le livre est venu au secours du photojournalisme* », résume Martin Parr, rappelant que la presse magazine est aujourd'hui devenue un débouché incertain pour les photographes de terrain. Il ajoute que ce changement éditorial s'est accompagné d'une réflexion sur la place du photographe face à son sujet : « *Les reporters se sont détachés de la neutralité traditionnelle et de la*



« Le Livre de photographies : une histoire. Volume III », de Gerry Badger et Martin Parr. DR

prétendue objectivité pour donner un point de vue personnel sur les choses. » Ainsi *Black Passport* (Shilt Publishing, 2009), de Stanley Greene, est une autobiographie visuelle où le photographe mélange ses souvenirs personnels, y compris sa vie amoureuse, à des images prises durant sa carrière. Et ce, sans cesser de s'interroger sur ses motivations, pas toujours très nobles, à photographier la mort des autres.

Cette subjectivité n'a pas gagné que les photographes de guerre. « *Le "moi, moi, moi" est sans doute ce qui caractérise le plus les livres de photographies actuels* », assure Gerry Badger. Il regarde cette évolution avec méfiance. « *C'est devenu plus qu'une tendance : un passage obligé, regrette-t-il. Cela encourage la paresse des étudiants en photographie, qui ont peur de se confronter au monde réel, et se contentent de montrer leurs amis.* » Mais ce courant autofictionnel connaît aussi quelques très bons représentants, telle Sophie Calle, qui n'a cessé dans ses livres de se livrer à des expériences approfondies sur elle-même, mettant sa propre vie en scène.

Le retour à l'histoire individuelle semble aussi le moyen de raconter des histoires plus vastes. C'est le cas de *Box-Pass It On* (de Peng Yangjun et Chen Jiaojiao, Shang-Xia Ltd, 2011), ouvrage chinois qui raconte en filigrane l'histoire de la Chine avant la seconde guerre mondiale à travers des photos d'époque et des té-

à lire
« le livre de photographies : une histoire, volume 3 » de Gerry Badger et Martin Parr (Phaidon, 320 p., 80 €).

« kim jong-il looking at things » (Jean Boîte Editions, 2012).

« black passport » de Stanley Greene (Shilt Publishing, 2009).

moignages touchants de gens ordinaires. Le livre présente aussi des petits objets familiers, jouets, miniatures, tickets de cinéma, comme dans une boîte à trésor enfantine.

Il semble enfin que le livre de photographies, en ce début de siècle, se soit libéré de l'obligation d'avoir à défendre une signature, toujours reconnaissable. « *Il n'y a plus une seule façon de raconter une histoire*, explique Gerry Badger. *Les photographes ne se sentent plus obligés de garder le même style d'une photo à l'autre, d'un livre à l'autre.* » Quant à la photo non professionnelle, souvent domestique et quotidienne, longtemps méprisée, elle a réussi à trouver sa place. Elle est devenue l'accompagnatrice d'un récit personnel, voire l'objet même du livre.

Les ouvrages du Néerlandais Erik Kessels ont mis à l'honneur cette photo amateur, qui recèle parfois des histoires farfelues ou tragiques. Dans sa collection *In Almost Every Picture* (Kesselskramer), le photographe reproduit une série d'images prises à Barcelone pendant la seconde guerre mondiale, où deux sœurs apparaissent côte à côte, habillées de la même manière. En 1946, l'une des deux disparaît, laissant un espace vide dans l'image. Ce détournement d'un album de famille à d'autres fins « *brouille la notion d'auteur* », note Gerry Badger, pour qui chaque livre de photographies est « *un petit monde en soi* ». ■